Côte d'Ivoire : quelques questions...

- Et en Afrique, on dit quoi ? - Côte d'Ivoire - Elections présidentielles 2010 -

Le carnet de Colette Braeckman - 17 Décembre 2010 :

1. Le scrutin s'est il déroulé dans de bonnes conditions ?

Malgré le satisfecit de l'ONU, la présence de nombreux observateurs étrangers et le bon déroulement du premier tour des élections présidentielles, les conditions, au départ, n'étaient pas optimales : dans le Nord, les ex-rebelles des Forces nouvelles n'avaient pas désarmé, le pays n'était pas réunifié et Laurent Gbagbo, après avoir tardé à organiser le scrutin, n'imaginait pas l'hypothèse d'une défaite. En outre les instances nationales supposées être neutres ne l'étaient pas : la Commission électorale indépendante était composée aux deux tiers d'opposants au président sortant Laurent Gbagbo et ce dernier avait noyauté de ses partisans le Conseil constitutionnel (équivalent de la cour Suprème aux Etats Unis)

2. Le vote s'est il déroulé sur une base ethnique, opposant les musulmans du Nord aux populations chrétiennes du Sud ?

La réalité est plus complexe : le réservoir électoral de Laurent Gbagbo a largement dépassé les effectifs de son groupe, ethnique, les Bétés et il a donc bénéficié d'un vote pluriethnique ; Alassane Ouattara a obtenu un nombre significatif de voix dans les quartiers populaires d'Abidjan, une ville censée lui être hostile. Dans certains bureaux du Nord cependant, il y a eu plus de votants que d'inscrits et les scores ont été décrits comme « soviétiques », ce qui a amené Gbagbo a demander l'annulation des votes dans neuf départements du Nord. Par ailleurs, Henri Konan Bédié, l'ancien dauphin du président Houphouet Boigny et inventeur de l' « ivoirité », a appelé à voter en faveur de Ouattara et le report des voix s'est bien déroulé. Autrement dit les Baoulés, partisans de Konan Bédié et censés être opposés aux originaires du Nord, ont voté pour Ouattara, un homme que naguère ils honnissaient.

3. Les irrégularités dénoncées par les deux camps sont-elles réelles ?

Des intimidations ont eu lieu dans le Nord mais dans l'Ouest, fief de Gagbo, il y a également eu des violences. Il y a eu une discordance entre le taux de participation annoncé par les Nations unies (70% de votants) et le chiffre annoncé par la Commission électorale indépendante (81% de votants) soit une différence de 630.000 voix ; la CEI, ayant été empêchée d'annoncer le résultat et redoutant les intimidations du camp Gbagbo, l'a fait en dehors des délais, dans un lieu non officiel (l'hôtel du Golf, siège du parti de Ouattara) et... devant les caméras de France 24, qui fut aussitôt interdite d'antenne pour avoir proclamé Ouattara vainqueur avec 54,1%... Quant au Conseil constitutionnel, relevant les nombreuses irrégularités, il aurait pu se contenter d'annuler purement et simplement le scrutin, au lieu de proclamer la victoire de Gbagbo avec 51,5% des votes.

4. La victoire remportée par Ouattara est-elle incontestable ?

Laurent Gbagbo et les siens n'acceptent pas le verdict rendu par la CEI, mais ils font face à l'avis convergent de tous les observateurs internationaux et à la certification des Nations unies dont les 721 fonctionnaires répartis dans les bureaux de vote ont procédé à leurs propres comptages. De toutes manières, l'écart de voix entre les deux candidats semble trop grand pour permettre le doute.

5. Une solution à l'africaine (la cohabitation entre les deux présidents) est elle encore imaginable ?

L'antagonisme, sinon la haine entre les deux hommes est trop profonde pour imaginer un compromis comme au Kénya ou même au Zimbabwe. En outre, chacun des deux « présidents » incarne des valeurs trop différentes : Ouattara, l'ancien directeur adjoint du FMI, est l'ami des puissants de ce monde, il est soutenu par Obama et par Sarkozy (ce dernier avait naguère célébré son mariage à Neuilly), il défend la bonne gouvernance sur le modèle libéral. Laurent Gbagbo, aujourd'hui seul contre tous, se dépeint volontiers en héros nationaliste, héritier de la lutte anti coloniale et il joue sur la fibre populiste. S'il se présente comme un panafricaniste, il n'est cependant pas soutenu par ses voisins africains de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, dont le puissant Nigeria, ni par l'Union africaine, ni par l'Afrique du Sud. Seul l'Angola et le Liban étaient représentés lors de sa prestation de serment.

6. Quels sont les atouts de chacun ?

L'isolement international n'effraie pas Gbagbo, soutenu par son clan (son épouse Simone, les « jeunes patriotes » et leurs milices, certains milieux d'affaires, des milieux nationalistes). Il compte toujours sur la fidélité des Forces de défense et de sécurité, dont 4000 hommes membres des troupes d'élite et sur 5000 gendarmes et CRS qui détiennent un arsenal important. Cette fidélité pourrait cependant vaciller si des combats plus rudes s'engageaient et surtout si les soldes n'étaient plus versées. Si Gbagbo compte sur les revenus du cacao, du pétrole, sur les recettes du port de San Pedro, son rival Ouattara veille à couper les financements internationaux (FMI, Union européenne) et à bloquer les comptes des banques étrangères. En outre, les avertissements de Sarkozy, de l'Union européenne et surtout d'Obama s'apparentent à des ultimatums. Si Ouattara a mis à la tête de son gouvernement Guillaume Soro, (dont Gagbo avait fait son Premier Ministre) c'est aussi parce que ce dernier est l'ancien chef de la rébellion, qui peut donc mobiliser les 4000 hommes des Forces nouvelles dotés d'un armement léger. Les ex rebelles ont aussi des combattants dissimulés dans certains quartiers populaires de la capitale (Abobo, Koumassi, Adjamé), ce qui pourrait susciter une très dangereuse « chasse aux infiltrés ». Outre un soutien international quasi unanime, et qui n'est pas du à la seule action diplomatique de la France, Ouattara peut aussi compter sur de puissants réseaux dans le monde économique international et au sein de l'Internationale libérale dont fait partie le président sénégalais Abdoulaye Wade.

7. Un scenario à la rwandaise, ou à l'angolaise ?

Malgré l'intervention de médiateurs comme Jean Ping, le secrétaire général de l'Union africaine ou de l'ancien président sud africain Thabo Mbeki, qui recherchent une sortie de crise négociée, deux scenarios sont concurrents : un développement « à la rwandaise » passerait par un « soulèvement populaire », avec armes de poing et machettes ; il serait dirigé contre les « infiltrés », les « étrangers » définis comme un « ennemi intérieur », ce qui mettrait en danger trois ou quatre millions de ressortissants du Nord qui vivent dans les plantations du Sud. Le calme dans lequel s'est déroulé le scrutin, les aspirations à la paix d'une population fatiguée (la guerre a éclaté en 2002) infirment cependant ce scenario-catastrophe. Mais l'autre hypothèse n'est guère meilleure : en Angola, en 1988, les

élections auraient du trancher entre deux adversaires irréductibles, Eduardo dos Santos et Jonas Savimbi. Le deuxième tour n'eut jamais lieu et les élections débouchèrent sur une guerre de quinze ans, qui ne se termina qu'après l'assassinat de Savimbi. Les Ivoiriens croient encore au miracle, ou au pourrissement...